

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 1^{er} trimestre 2026



PANORAMA GÉNÉRAL

Près de 19 000 défaillances au 1er trimestre 2026 (+6,4 %)

Un niveau inédit qui hisse les défauts sur 12 mois au-delà de 71 000.

Les PME de 20 à 99 salariés accusent une dégradation encore plus rapide (+12,1 %).

- Les PME de 20 à 99 salariés sont sous tension (+12 %) ;
- 75 000 emplois menacés, du jamais vu depuis la crise de 2009 ;
- Les jeunes entreprises installées depuis moins de 3 ans sont davantage touchées par la sinistralité ;
- Le commerce de détail (habillement, multi-rayons) et les activités de propreté sont à la peine.
- Forte hausse des défauts en Nouvelle-Aquitaine, Bourgogne-Franche-Comté et Centre-Val de Loire.

Mais...

- La construction résiste, portée par le gros oeuvre ;
- Les TPE de 3 à 9 salariés affichent une meilleure résilience ;
- Une dynamique plus favorable encore pour les PME de 10 à 19 salariés ;
- La restauration pourrait laisser entrevoir une accalmie ;
- Les régions Normandie, Pays de la Loire et Corse favorablement orientées.



Paris, le 14 avril 2026

Le groupe Altaires, expert historique et référent de l'information sur les entreprises dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 1^{er} trimestre 2026.

Avec 18 986 procédures collectives ouvertes depuis le début d'année, le 1^{er} trimestre 2026 se clôture sur une hausse de +6,4 % des défaillances. La sinistralité atteint un niveau record portant le nombre de défauts à 71 100 sur 12 mois glissants. Si la situation s'améliore pour les grandes structures (100 salariés et plus), elle se tend sévèrement pour les PME de 20 à 99 salariés (520 ; +12 %). Les TPE restent parmi les plus touchées et concentrent trois quarts des procédures (+11 %). Le nombre de redressements judiciaires explose (+14 %) alors que les liquidations judiciaires ou sauvegardes contiennent la hausse sous 4 %. Sur ce 1^{er} trimestre, plus de 75 000 emplois sont menacés, un niveau record depuis la crise de 2009.

Thierry Millon, directeur des études Altaires : « Au cours de ce trimestre, plus de 300 chefs d'entreprise se sont présentés chaque jour ouvré devant le tribunal afin de demander l'ouverture d'une procédure de redressement ou de sauvegarde, ou, parfois à bout de ressources financières et morales, envisager une liquidation judiciaire. Les trois quarts d'entre eux dirigent de très petites entreprises, le plus souvent anciennes et donc riches d'expérience. Au-delà de la disparition de savoir-faire, ces défaillances entraînent de lourdes conséquences sociales : emplois directement supprimés ou fragilisés, mais aussi effets indirects sur les fournisseurs, les sous-traitants et plus largement sur l'écosystème économique local. Sur les douze derniers mois, un nouveau record est atteint avec plus de 71 000 entreprises concernées par une procédure collective. Il s'agit majoritairement de cessations de paiement (redressements et liquidations judiciaires), alors que le recours préventif au tribunal demeure marginal, avec seulement 1 500 procédures de sauvegarde. Ce premier trimestre n'est donc guère propice au rétablissement de la confiance, ni à la relance de l'investissement et de la consommation. Des poches de résistance subsistent néanmoins, notamment dans le secteur de la construction, qui concentre, rappelons-le, une défaillance sur quatre. »

18 986 défaillances au 1^{er} trimestre, un nombre durablement élevé, tiré par les redressements judiciaires

Le 1^{er} trimestre 2026 se clôture sur **18 986 défaillances d'entreprises** : un niveau historiquement élevé, en hausse de +6,4 % par rapport à début 2025. Depuis deux ans, en moyenne, hors périodes estivales, chaque trimestre compte 18 400 défauts, c'est 5 000 de plus que sur la période 2018 - 2019. 383 ouvertures de **sauvegardes** (+2,7 %) ont été enregistrées ce trimestre ; cette procédure collective d'anticipation représente, invariablement, seulement 2 % de l'ensemble des décisions. Les **liquidations judiciaires** directes (LJ) sont les plus nombreuses (12 836) mais constituent désormais à peine plus d'une procédure sur trois (68 %), contre une sur quatre début 2022 et 2023. Leur nombre augmente modérément de +3,6 %.

La tendance trimestrielle est dégradée par l'envolée des jugements de **redressements judiciaires** (RJ). Au nombre de 5 767, ces derniers accusent une hausse de +13,6 % traduisant une aggravation des difficultés financières mais offrant une possibilité accrue de préserver l'activité et l'emploi.

L'impact social demeure néanmoins lourd avec un nombre d'emplois menacés au plus haut (75 350), dépassant le précédent record établi lors du même trimestre en 2009 (73 000). Cependant, le nombre d'emplois en péril immédiat recule légèrement : les emplois perdus après liquidation (27 500), sauf proposition de reprise à la barre, sont en baisse (-340) par rapport au 1^{er} trimestre 2025.

Les emplois attachés aux procédures de sauvegarde (5 250) sont en retrait encore plus net (-3 320) et peuvent espérer être en majeure partie préservés. En revanche, les emplois portés par des entreprises placées en redressement judiciaire sont en forte augmentation (42 600 soit +7 670). Or, Altares observe traditionnellement qu'environ les trois quarts des RJ sont ultérieurement convertis en LJ, faisant peser une menace significative sur une large part de ces emplois.

Une amélioration se dessine pour les petites PME, alors que les structures intermédiaires et les microentreprises sont sous tension

Les **microentreprises** de moins de trois salariés concentrent l'essentiel (75 %) des procédures ouvertes :

14 311 ont fait défaut ce trimestre. Une hausse marquée de +11,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre (Données arrêtées au 1^{er} avril de chaque année)

	2022 T1	2023 T1	2024 T1	2025 T1	2026 T1	EVOLUTION T1 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	220	307	349	373	383	+ 2,7 %	326
Redressements Judiciaires	2 188	3 280	4 743	5 077	5 767	+ 13,6 %	4 211
Liquidations judiciaires directes	7 564	10 730	11 996	12 395	12 836	+ 3,6 %	11 104
Total défaillances	9 972	14 317	17 088	17 845	18 986	+ 6,4 %	15 642
Total Emplois menacés	30 258	59 074	58 700	71 340	75 350	+ 4 010	58 944
Emplois menacés par entreprise	3,0	4,1	3,4	4,0	4,0	-	3,7

Plus de sept sur dix ont été directement placées en liquidation judiciaire.

Les TPE de **3 à 9 salariés** affichent une meilleure résistance : 3 272 défaillances ont été recensées en ce début d'année, soit un recul de -6,7 %. La dynamique est encore plus favorable pour les PME de **10 à 19 salariés**, dont le nombre de défauts diminue nettement (830, -12,1 %).

À l'inverse, la situation se détériore pour les PME de **20 à 99 salariés** : 519 ont défailli ce trimestre contre 463 un an auparavant, soit une progression rapide de +12,1 %.

Les perspectives sont plus favorables du côté des **entreprises d'au moins 100 salariés** où 54 défaillances ont été enregistrées, soit 10 de moins qu'au début de l'année 2025. Près de neuf sur dix ont bénéficié d'une poursuite d'activité dans le cadre d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire.

La sinistralité bondit chez les jeunes entreprises

Si la hausse des défauts concerne des entreprises de tout âge, elle est davantage marquée ce 1^{er} trimestre sur les plus jeunes installées depuis moins de trois ans.

1 961 (+14 %) structures créées depuis 2024 sont tombées en défaillance, dont l'essentiel après une cessation des paiements. Le tiers de ces jeunes entreprises se situe dans la restauration (19 %) ainsi que dans le gros et second oeuvre du bâtiment (14 %).

Ces gros secteurs ne sont cependant pas les plus vulnérables. Les jeunes boulangers, vendeurs automobiles ou coiffeurs signent des augmentations supérieures à +30 %. Mais c'est pour l'activité de nettoyage de bâtiment que le risque de défaillance précoce est le plus lourd.

Les sociétés les plus anciennes s'inscrivent sur une tendance moins forte mais au-dessus de la moyenne.

3 883 entreprises de plus de 15 ans ont défailli soit 9 % de plus par rapport au 1^{er} trimestre 2025. Le bâtiment concentre près d'un défaut sur cinq (19 %) de ces structures anciennes. Mais les évolutions les plus lourdes sont observées pour les taxis, la propreté, la menuiserie et le prêt à porter.

Détail des défaillances d'entreprises au 1^{er} trimestre 2026 dans les régions

Trois régions métropolitaines dans le vert

La **Corse** est le meilleur élève du trimestre avec un recul des défauts de -25 % (112). Une performance partagée par la Corse du Sud (-11 %) et plus encore, par la Haute-Corse (-37 %) qui avait connu un difficile début d'année 2025.

Deuxième sur le podium, la **Normandie** (642 ; -13 %) bénéficie de l'amélioration très nette observée en Seine-Maritime (-22 %), effaçant sa mauvaise performance de 2025. Le Calvados et l'Orne affichent chacun un recul des défauts de -17 %.

Pays-de-la-Loire monte sur la troisième marche avec un recul des défaillances de -9 % (845), après une difficile année 2025. Seules la Sarthe (+12 %) et la Vendée (+5 %) restent dans le rouge.

Trois régions métropolitaines en fortes difficultés

La **Bourgogne-Franche-Comté** qui avait bien débuté 2025 (-4 %) affiche une performance bien différente cette année (670 ; +20 %). Aucun département, n'échappe au retournement.

La **Nouvelle-Aquitaine** a décidément bien du mal. En augmentation de +10 % début 2024, le nombre de défauts accélérera encore un an plus tard (+15 %). Et, 2026 ne ralentit toujours pas (+18 %) avec désormais 1 971 entreprises en défaillances. Dans ces conditions, la baisse observée dans les Landes (-26 %) et les Deux-Sèvres (-4 %) peuvent apparaître remarquables. Toutefois, il y a un an, ces deux départements affichaient des tendances très lourdes.

Début 2025, **Centre-Val-de-Loire** réussissait à réduire le nombre des défaillances de -10 %, une performance remarquable que 2026 n'a pu renouveler. Pire, la dégradation est forte (616 ; +16 %). Seuls l'Indre (-13 %) et le Loir-et-Cher (-4 %) parviennent cette année encore à rester dans le vert.

Quatre régions contiennent la hausse entre +7 % et +9 %

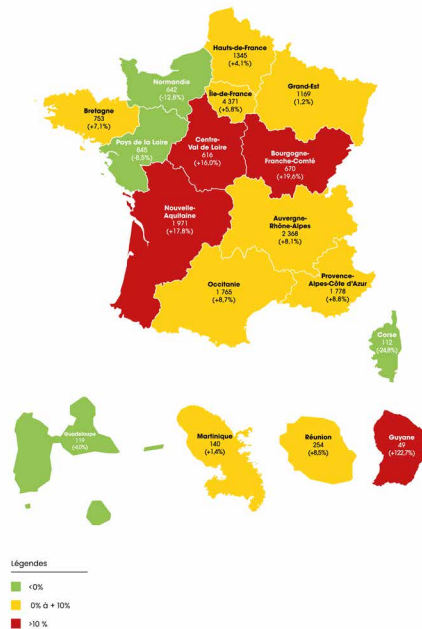
Provence-Alpes-Côte-D'azur avait réduit le nombre de défaillances de -9 % un an plus tôt, cette année c'est l'inverse (1 778 ; +8,8 %). La région remonte donc proche de son niveau de début 2024. Si les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône accusent des hausses comparables proches de +13%, les Hautes-Alpes (-7 %) confirment la trajectoire baissière de l'année dernière. Tandis que le Vaucluse, en souffrance début 2025, bascule dans le vert (-6 %) en ce début d'année.

L'Occitanie, proche de la stabilité il y a un an, voit ses défaillances repartir franchement à la hausse (1 765 ; +8,7%) sur ce 1^{er} trimestre. L'Aude, le Gard et la Haute-Garonne signent les plus lourdes tendances. À l'inverse, le Gers (-22%), le Tarn (-13 %) et le Lot (-3 %) sont bien orientés.

En **Auvergne-Rhône-Alpes**, la hausse des défauts est deux fois plus rapide ce 1^{er} trimestre qu'un an plus tôt. 2 368 entreprises sont tombées en défaillances ce début d'année (+8,1 %). Si l'Ain (-8 %) et la Haute-Loire (-15 %) sont nettement en recul, la stabilité du Rhône est intéressante après la lourde évolution du 1^{er} trimestre 2025 (+22 %).

Le **Bretagne** reproduit à peu près la hausse enregistrée il y a un an. Le nombre de défauts progresse de +7,1% (753). Seul le Finistère bascule favorablement (-13 %).

Carte d'évolution des défaillances par région au 1^{er} trimestre 2026



Trois régions contiennent la hausse sous la moyenne de +6 %

L'Île-de-France comptabilise 4 371 défaillances, soit une hausse de +5,8 %. Cinq départements sont même dans le vert mais trois enregistrent de sévères dégradations : Paris (+13 %), les Hauts-de-Seine (+39 %) et le Val-d'Oise (+23 %).

Les **Hauts-de-France**, tout comme début 2025, enregistrent une hausse des défauts de +4 % (1 345 ; +4,1 %). Seul le Nord se démarque défavorablement (+14 %), les autres départements sont en recul ou stables.

Le **Grand Est** parvenait à stabiliser le nombre de défaillances d'entreprises il y a un an, et reproduit cette performance cette année (1 169 ; +1,2 %). Le Haut-Rhin dérape rapidement (+37 %) mais plusieurs départements sont nettement dans le vert.

Des tendances très disparates dans les territoires ultramarins

Près de 570 entreprises ont fait défaut ce 1^{er} trimestre dans les territoires d'outre-mer. Un nombre en augmentation de +6,6 %, conforme à la moyenne nationale. Un peu moins de la moitié (254 ; +8,5 %) se situent à la **Réunion**.

La **Martinique**, qui avait enregistré une forte hausse des défauts il y a un an, est quasi-stable sur ce début 2026 à +1,4 % (140 défaillances).

La **Guadeloupe** s'inscrit favorablement cette année, (-4 %) en comparaison du 1^{er} trimestre 2025 durant lequel le nombre des défaillances avait explosé de plus de 80 %.

La **Guyane** compte relativement peu de défauts (49) mais en augmentation remarquable (+123 %).

Une majorité des activités en zone de turbulence



CONSTRUCTION : UNE STABILITÉ GLOBALE TROMPEUSE

Après les fortes tensions des précédents débuts d'année, la construction affiche une quasi-stabilité sur ce 1^{er} trimestre 2026 (+1,7 %), qui pourrait laisser espérer une normalisation. Toutefois, cette moyenne masque une forte divergence entre les segments.

Le **gros œuvre** affiche une amélioration notable, avec un recul de -9 % des défaillances (1 152). Près des deux tiers concernent la **maçonnerie** (760) dont la sinistralité recule nettement (-12 %). La **construction de maisons** individuelles enregistre 245 défaillances, en hausse de +5 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025 particulièrement favorable (-14 %). Plus marquée encore, la décreue des défauts dans les **travaux publics** (193 ; -20 %), portée par une forte baisse des travaux de terrassement (105 défaillances ; -26 %). À l'inverse, la situation se détériore dans le **second œuvre**, où les défaillances progressent de 8% au nombre de 2 321. Certaines activités concentrent des hausses importantes, en particulier la **peinture et la vitrerie** (391 ; +25 %) ou la **menuiserie bois et PVC** (271 ; +17 %).

L'**immobilier** s'inscrit dans une dynamique d'amélioration partielle, malgré des fragilités persistantes. Au total, 914 procédures ont été ouvertes au cours du trimestre (+4 %). Cette progression reste largement accélérée par la **promotion immobilière**, toujours défavorablement orientée, avec des défaillances en forte hausse (214 ; +51 %). À l'inverse, la détente se confirme pour les **agences immobilières**. Après un pic à 374 défaillances au 1^{er} trimestre 2024, leur nombre est revenu à 310 un an plus tard, avant de s'établir à 240 en ce début d'année 2026. Un recul de -23 %, traduisant une normalisation progressive.



COMMERCE : LES GAINS DU T1 2025 EFFACÉS

Malgré des signes d'amélioration constatés l'an dernier, ce début 2026 rappelle que l'arbitrage de consommation reste ferme. Le nombre de défaillances de **détaillants** augmente de près de +4 % (2 209 ; +3,7 %), alors qu'il reculait début 2025 (-4 %). De même pour les **grossistes** qui effacent la baisse de -3 % d'il y a un an (757 ; +3 %).

Dans la vente au consommateur, c'est celle **hors magasin** qui porte les tendances les plus sévères (408 ; +22%). Il s'agit, pour plus de la moitié, de e-commerçants (+21 %) et, pour un gros tiers, de vendeurs sur les marchés (+30 %). Le commerce **d'habillement** replonge (315 ; +6 %), ne pérennisant donc pas la belle performance du début 2025 (-15 %). Les magasins **multi-rayons** avaient également affiché un recul de -15 % il y a un an, qu'ils reperdent quasiment cette année (305 ; +13 %). Les trois quarts des défauts concernent des épiceries. L'**alimentaire** (327 ; +5 %) efface lui aussi ses gains passés où les tensions sont sensibles dans les fruits et légumes. Les **sports et loisirs** reprennent des couleurs (131 ; -16 %) comme le **bricolage et l'équipement du foyer** (254 ; -17 %), en particulier le meuble (-35 %).

Le commerce interentreprises est moins disparate, le nombre de défauts évolue généralement peu à l'exception des **matériaux de construction** (101 ; +15 %). Les difficultés sont plus durables dans l'**automobile** (771 ; +7 %) notamment dans le commerce qui concentre près d'une défaillance sur deux (357 ; +9 %). Les garagistes sont également à la peine (301 ; +4 %).



INDUSTRIE : UNE RÉSILIENCE D'ENSEMBLE MAIS QUELQUES FRAGILITÉS

En dépit du contexte international et ses tensions commerciales, l'industrie affiche une évolution globalement modérée avec 1 187 défaillances recensées au 1^{er} trimestre 2026 (contre 1 144 un an plus tôt). Une hausse limitée de +3,8 %, inférieure à la moyenne nationale (+6,4 %).

L'**industrie agroalimentaire** (469 défaillances ; +8,6 %) pèse sur la tendance globale. La seule activité de **boulangerie-pâtisserie** concentre 284 artisans, un nombre en augmentation de +6,4 %. Ce dernier est encore nettement inférieur à celui enregistré début 2023 (314), période marquée par la flambée des coûts de l'énergie et des matières premières.

L'**industrie manufacturière** semble bien mieux résister dans l'ensemble (718 ; +0,8%), avec des contrastes cependant. Les défaillances progressent fortement dans les activités de matériaux de construction (+12,3 %), notamment en charpentes et marbrerie. Le segment **textile-habillement** repart dans le rouge (+7 %) tiré par la fabrication de vêtements de dessus (+28 %) mais reste encore sous les valeurs de sinistralité de début 2024. À l'opposé, des replis sont enregistrés dans la **métallurgie-mécanique** (-5,0 %) et plus encore dans l'**imprimerie** (-12,8 %).



SERVICES : UNE ACCÉLÉRATION DES DÉFAUTS DANS LES SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

Dans les **services aux entreprises**, 2 730 structures ont fait défaut ce 1^{er} trimestre 2026, soit 11,7 % de plus qu'en début d'année 2025 et quatre fois plus qu'il y a quatre ans. La tendance est très marquée dans les activités administratives (1 471 ; +14 %), tout particulièrement dans la propreté (372 ; +41 %). Dans les services scientifiques et techniques, la dégradation reste sévère (1 259 ; +9 %), notamment pour les **activités d'ingénierie ou de conseils** telles que les relations publiques. La sinistralité s'est également installée durablement dans les activités d'information et communication (575 ; +6 %). Les tensions sont plus marquées dans les **services informatiques** (400 ; +8 %).

Il y a un an, les **services aux particuliers** avaient réussi à quasiment stabiliser le niveau des défaillances d'entreprises. Une trajectoire qui s'inverse fortement sur ce 1^{er} trimestre 2026 avec 907 défauts (+17 %). Cette tendance est portée par les professionnels de la **coiffure et des soins de beauté**, concentrant plus des deux tiers des défaillances. Ces procédures, stables un an plus tôt, bondissent de +14 % cette année (640). Les autres services à la personne affichent une augmentation plus forte encore (192 ; +28 %) : activités de toilettage pour animaux, tatoueurs, coaching ou encore conciergerie.



TRANSPORT : LE SECTEUR DÉRAPE

Le **secteur du transport et de la logistique** accuse une forte dégradation de +12,9 % (857) en dépit de la résistance du fret routiers. Le **transport de marchandises par route** affiche une sinistralité en recul de -5,3% (443). Une évolution favorable qui repose essentiellement sur le fret de proximité (229 ; -17 %), tandis que l'interurbain dérape de +12 % (194). Toutefois, un an plus tôt, les tendances étaient inverses : le transport de proximité accusait une hausse de +10 % pendant que celui de longue distance s'améliorait de -14 %. A fin mars 2026, ces deux activités comptent encore moins de défauts qu'à fin mars 2024.

Le **transport routier de voyageurs** affiche une dégradation très sévère (306 ; +49 %), tirée par les taxis qui souffrent toujours fortement (281 ; +61 %).



RESTAURATION : ENFIN UNE ACCALMIE ?

Le secteur compte deux fois plus de défaillances d'établissements de restauration qu'il y en avait début 2022, mais ce nombre se stabilise par rapport au 1^{er} trimestre 2025 (2 101 ; -0,4 %). Une performance tenue par la **restauration à table** (1 071 ; -2,5 %), tandis que la **restauration rapide** se dégrade légèrement (952 ; +2,4 %). La situation reste toutefois délicate pour les **débites de boissons** (373 ; +6,6 %).

De son côté, l'**hébergement** connaît en revanche un décevant début d'année (168 ; +27,3 %). L'évolution est portée par l'**hôtellerie** (119 ; +32 %) et l'**hébergement touristique de courte durée** (39 ; +44 %).



AGRICULTURE : LA VIGNE TRINQUE

L'agriculture signe ce trimestre, globalement, un des plus mauvais chiffres sectoriels avec 487 entreprises agricoles ayant fait l'objet d'une ouverture de procédure (+23 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025). La tendance est fortement influencée par les **activités de culture** (276 ; +37 %), et parmi celles-ci, la vigne.

Deux ans plus tôt, les signaux d'alerte étaient clairs sur la trajectoire de la viticulture, en particulier girondine. Alors que 2023, comptait déjà plus de 130 défaillances, le 1^{er} trimestre 2024 accélérât encore (+24 %) avant qu'un an plus tard les défaillances n'exploient (+75 %). Début 2026, la hausse est encore très lourde (+32 %) et déjà 83 viticulteurs, dont la moitié girondins, sont tombés. Les activités de soutien aux cultures sont également défavorablement orientées (86 ; +59%).



AUTRES ACTIVITÉS : LE SOCIAL ET LA SANTÉ RESTENT DIFFICILEMENT ORIENTÉS

Parmi les autres activités, dont l'ensemble compte plus d'un millier de défauts, le segment de **la santé et du social** pèse lourd. 346 structures sont tombées en défaillances (+12 %). Le quart d'entre-elles sont des infirmières ou sages femmes (90 ; +34 %). **L'accueil de jeunes enfants** est le deuxième poste avec 45 crèches (+25 %).

L'enseignement compte à peine moins de défauts (313) mais accuse une hausse plus rapide (+17 %). **La formation** continue d'adultes concentre une grande partie (132) et affiche une forte dégradation (+21 %). **Les activités récréatives** (291 ; +19 %), notamment le spectacle vivant (+27 %), n'échappent pas aux difficultés.

Thierry Millon conclut :

« Alors qu'un nouveau seuil historique vient d'être franchi en ce début d'année, avec plus de 71 000 défaillances recensées, l'accompagnement des entreprises en difficulté apparaît comme une priorité forte. Dans ce contexte, l'État a lancé, en février dernier, la Charte de confiance visant à renforcer l'anticipation, l'accompagnement et la prévention des difficultés des entreprises. Cette initiative mérite d'être pleinement soutenue en direction des PME et des ETI.

Toutefois, elle se heurte à une réalité structurelle sur le large périmètre des difficultés d'entreprises : 93 % des défaillances de ce trimestre concernent des très petites entreprises. Des structures pour lesquelles le temps long, pourtant indispensable à un retournement durable, constitue un luxe souvent inaccessible. Les micro entrepreneurs et entrepreneurs individuels comptent pour moins de 14 % des cessations de paiement des TPE.

Ces petites entreprises sont principalement des sociétés commerciales, souvent faiblement capitalisées et dont le niveau de trésorerie est insuffisant pour affronter un environnement économique dégradé. Dans ces conditions, les retards de paiement des clients jouent un rôle d'accélérateur du risque. Or, dans un climat géopolitique instable, marqué par des perturbations des chaînes logistiques et donc l'allongement des délais de livraison et la hausse des coûts d'exploitation, rien ne laisse présager une amélioration rapide des comportements de paiement. »

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 1^{er} trimestre 2026

1. Statistiques détaillées des défaillances 1^{er} trimestre 2026

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1^{er} trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 50 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés** au cours du 1^{er} trimestre 2026
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en région au 1^{er} trimestre 2026

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

1^{er} trimestre 2026

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1^{er} trimestre sur 5 ans (Les données sont arrêtées au 1^{er} avril de chaque année)

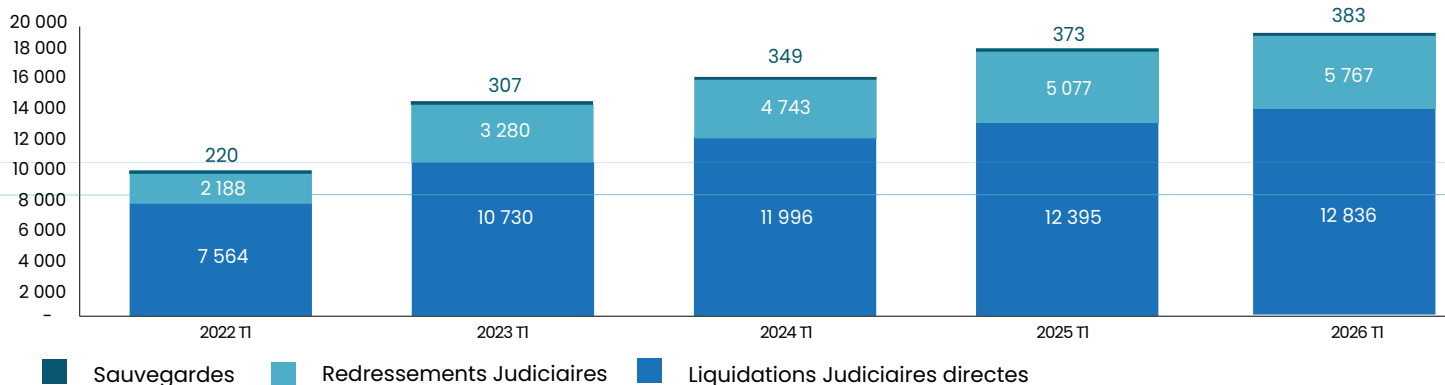
Nombre d'ouvertures	2022 T1	2023 T1	2024 T1	2025 T1	2026 T1	EVOLUTION T1 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	220	307	349	373	383	2,7%	326
Redressements Judiciaires	2 188	3 280	4 743	5 077	5 767	13,6%	4 211
Liquidations Judiciaires directes	7 564	10 730	11 996	12 395	12 836	3,6%	11 104
Total défaillances	9972	14317	17088	17845	18986	6,4%	15 642

Taux par nature de procédure	2022 T1	2023 T1	2024 T1	2025 T1	2026 T1	EVOLUTION T1 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,2%	2,1%	2,0%	2,1%	2,0%	-0,1%	2,1%
Redressements Judiciaires	21,9%	22,9%	27,8%	28,5%	30,4%	1,9%	26,9%
Liquidations Judiciaires directes	75,9%	74,9%	70,2%	69,5%	67,6%	-1,9%	71,0%
Taux procédure	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%

Nombre d'emplois concernés	2022 T1	2023 T1	2024 T1	2025 T1	2026 T1	EVOLUTION T1 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	4 411	14 814	2 930	8 570	5 250	-3 320	7 195
Redressements Judiciaires	11 301	20 800	28 270	34 930	42 600	7 670	27 580
Liquidations Judiciaires directes	14 546	23 460	27 500	27 840	27 500	-340	24 169
Total emplois menacés	30 258	59 074	58 700	71 340	75 350	4 010	58 944

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2022 T1	2023 T1	2024 T1	2025 T1	2026 T1	EVOLUTION T1 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	20,1	48,3	8,4	23,0	13,7	-9,3	22,7
Redressements Judiciaires	5,2	6,3	6,0	6,9	7,4	0,5	6,3
Liquidations Judiciaires directes	1,9	2,2	2,3	2,2	2,1	-0,1	2,2
Emplois menacés par entreprise	3,0	4,1	3,4	4,0	4,0	-	3,7

Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2025 T1				2026 T1				Évolution 2026 T1/2025 T1	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	195	3 082	9 590	12867	206	3 819	10 286	14311	11,2%	71,9%
3 à 5	47	768	1 618	2433	49	723	1 427	2199	-9,6%	64,9%
6 à 9	32	442	600	1074	31	453	589	1073	-0,1%	54,9%
10 à 19	52	457	435	944	44	408	378	830	-12,1%	45,5%
20 à 49	29	225	125	379	36	262	131	429	13,2%	30,5%
50 à 99	9	57	18	84	9	63	18	90	7,1%	20,0%
100 et plus	9	46	9	64	8	39	7	54	-15,6%	13,0%
Total défaillances	373	5 077	12 395	17845	383	5 767	12 836	18986	6,4%	67,6%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2025 T1				2026 T1				Évolution 2026 T1/2025 T1	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	22	322	1 376	1 720	15	409	1 537	1 961	14,0%	78,4%
3 à 5 ans	96	1 262	3 714	5 072	88	1 451	3 838	5 377	6,0%	71,4%
6 à 10 ans	84	1 496	3 629	5 209	106	1 604	3 659	5 369	3,1%	68,2%
11 à 15 ans	41	725	1 508	2 274	53	815	1 528	2 396	5,4%	63,8%
16 et plus	130	1 272	2 168	3 570	121	1 488	2 274	3 883	8,8%	58,6%
Total défaillances	373	5 077	12 395	17845	383	5 767	12 836	18986	6,4%	67,6%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

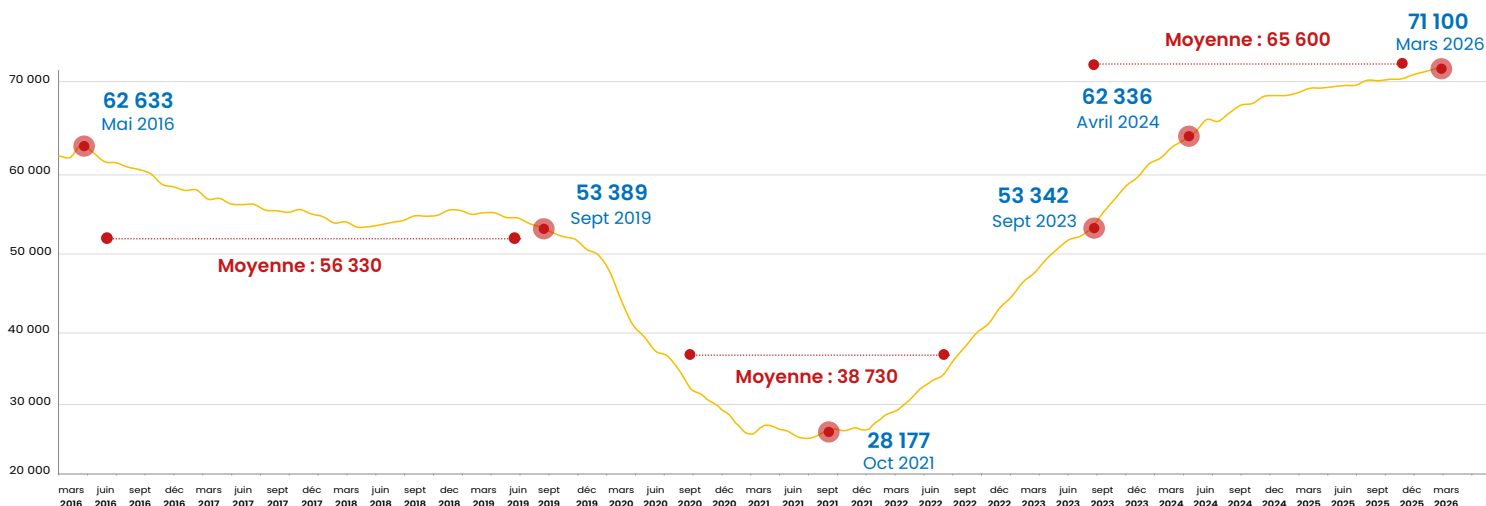
Activité	2025 T1				2026 T1				Évolution 2026 T1 /2025 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture	18	191	187	396	26	260	201	487	23,0%	41,3%
Chasse, pêche, forêt	2	17	38	57	1	31	32	64	12,3%	50,0%
Culture	13	105	84	202	24	160	92	276	36,6%	33,3%
Elevage	3	69	65	137	1	69	77	147	7,3%	52,4%
Construction	61	1242	3200	4503	68	1359	3153	4580	1,7%	68,8%
Bâtiment										
Gros œuvre	5	328	933	1266	5	344	803	1152	-9,0%	69,7%
Second œuvre	12	546	1555	2113	17	669	1635	2321	9,8%	70,4%
Travaux Publics	2	81	158	241	2	59	132	193	-19,9%	68,4%
Immobilier										
Promotion immobilière		48	94	142	6	28	180	214	50,7%	84,1%
Agences immobilières	6	78	227	311	2	65	173	240	-22,8%	72,1%
Autres activités immobilières	36	161	233	430	36	194	230	460	7,0%	50,0%
Commerce	67	828	2694	3589	57	960	2720	3737	4%	72,8%
Commerce & réparation véhicules										
Commerce & réparation véhicules	9	178	536	723	5	205	561	771	6,6%	72,8%
Commerce de détail										
Magasins multi-rayons		44	225	269	4	83	218	305	13,4%	71,5%
Détail alimentaire	7	74	229	310	7	84	236	327	5,5%	72,2%
Bricolage & équipement du foyer	6	90	211	307	2	71	181	254	-17,3%	71,3%
Sport & loisirs	4	47	105	156	2	29	100	131	-16,0%	76,3%
Commerce d'habillement	7	49	240	296	1	69	245	315	6,4%	77,8%
Soin de la personne & optique	3	35	99	137	8	44	96	148	8,0%	64,9%
vente hors magasin	6	58	270	334	4	78	326	408	22,2%	79,9%
Carburants & combustibles		4	9	13		7	7	14	7,7%	50,0%
Autres commerces de détail	6	57	246	309	4	67	236	307	-0,6%	76,9%
Commerce interentreprises										
Intermédiaires du commerce	1	28	81	110	2	30	73	105	-4,5%	69,5%
Alimentaire	8	36	100	144	6	52	86	144	0,0%	59,7%
Textile, habillement		9	33	42	1	8	36	45	7,1%	80,0%
Biens domestiques	4	30	75	109	4	29	68	101	-7,3%	67,3%
Équipements informatiques & électroniques		7	28	35	2	7	28	37	5,7%	75,7%
Machines & équipements	4	29	63	96	1	38	61	100	4,2%	61,0%
Matériaux de construction, sanitaire...		31	57	88	2	36	63	101	14,8%	62,4%
Autre commerce interentreprises	2	22	87	111	2	23	99	124	11,7%	79,8%
Industrie	23	423	698	1144	32	450	705	1187	3,8%	59,4%
Industrie agroalimentaire										
Industrie alimentaire	7	154	271	432	5	185	279	469	8,6%	59,5%
<i>Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	4	116	209	329	2	141	201	344	4,6%	58,4%
Industrie manufacturière										
Textile, habillement, cuir	3	14	53	70	3	12	60	75	7,1%	80,0%
Bois, matériaux de construction	1	28	44	73	2	34	46	82	12,3%	56,1%
Imprimerie		9	38	47	1	19	21	41	-12,8%	51,2%
Métallurgie, mécanique	4	64	52	120	5	46	63	114	-5,0%	55,3%
Energie, Eau, Environnement		19	49	68		29	42	71	4,4%	59,2%
Réparation, maintenance	3	27	69	99	3	32	63	98	-1,0%	64,3%
Autres industries manufacturières	5	108	122	235	13	93	131	237	0,9%	55,3%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2025 T1				2026 T1				Évolution 2026 T1 /2025 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	10	126	406	542	19	142	414	575	6,1%	72,0%
Services informatiques & édition de logiciels	8	84	278	370	15	99	286	400	8,1%	71,5%
Autres activités information & communication	2	42	128	172	4	43	128	175	1,7%	73,1%
Transport & logistique	15	218	526	759	11	241	605	857	12,9%	70,6%
Transport routier de marchandises	4	148	316	468	4	131	308	443	-5,3%	69,5%
Autres activités de transport	5	22	59	86	3	34	71	108	25,6%	65,7%
Transport routier de voyageurs	6	48	151	205	4	76	226	306	49,3%	73,9%
Activités d'assurance et financières	13	61	121	195	20	63	139	222	13,8%	62,6%
Activités financières	12	57	95	164	19	56	117	192	17,1%	60,9%
Activités d'assurance	1	4	26	31	1	7	22	30	-3,2%	73,3%
Services aux entreprises	74	695	1675	2444	79	801	1850	2730	11,7%	67,8%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	5	104	272	381	10	115	293	418	9,7%	70,1%
Conseil en communication et gestion	15	92	333	440	10	116	354	480	9,1%	73,8%
Services d'architecture et d'ingénierie	6	96	232	334	11	112	238	361	8,1%	65,9%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	33	138	172	343	38	144	215	397	15,7%	54,2%
Autres services administratifs aux entreprises	12	141	375	528	8	141	403	552	4,5%	73,0%
Sécurité	2	49	104	155	1	43	106	150	-3,2%	70,7%
Nettoyage de bâtiments	1	75	187	263	1	130	241	372	41,4%	64,8%
Services aux particuliers	7	166	605	778	8	227	672	907	16,6%	74,1%
Activités de réparation	2	14	52	68		22	53	75	10,3%	70,7%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	121	435	560	5	158	477	640	14,3%	74,5%
Autres services à la personne	1	31	118	150	3	47	142	192	28,0%	74,0%
Hébergement, restauration, débits de boissons	54	825	1712	2591	42	874	1726	2642	2,0%	65,3%
Hébergement	6	55	71	132	11	70	87	168	27,3%	51,8%
Restauration	41	674	1394	2109	29	665	1407	2101	-0,4%	67,0%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	35	392	672	1099	18	387	666	1071	-2,5%	62,2%
<i>Dont Restauration rapide</i>	5	259	666	930	9	252	691	952	2,4%	72,6%
Débits de boissons	7	96	247	350	2	139	232	373	6,6%	62,2%
Autres activités	31	302	571	904	21	390	651	1062	17,5%	61,3%
Santé humaine & action sociale	7	144	157	308	5	164	177	346	12,3%	51,2%
Activités récréatives	12	66	167	245	7	81	203	291	18,8%	69,8%
Enseignement	9	68	190	267	4	104	205	313	17,2%	65,5%
Autres activités	3	24	57	84	5	41	66	112	33,3%	58,9%
Total défaillances	373	5 077	12395	17 845	383	5 767	12836	18 986	6,4%	67,6%

Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

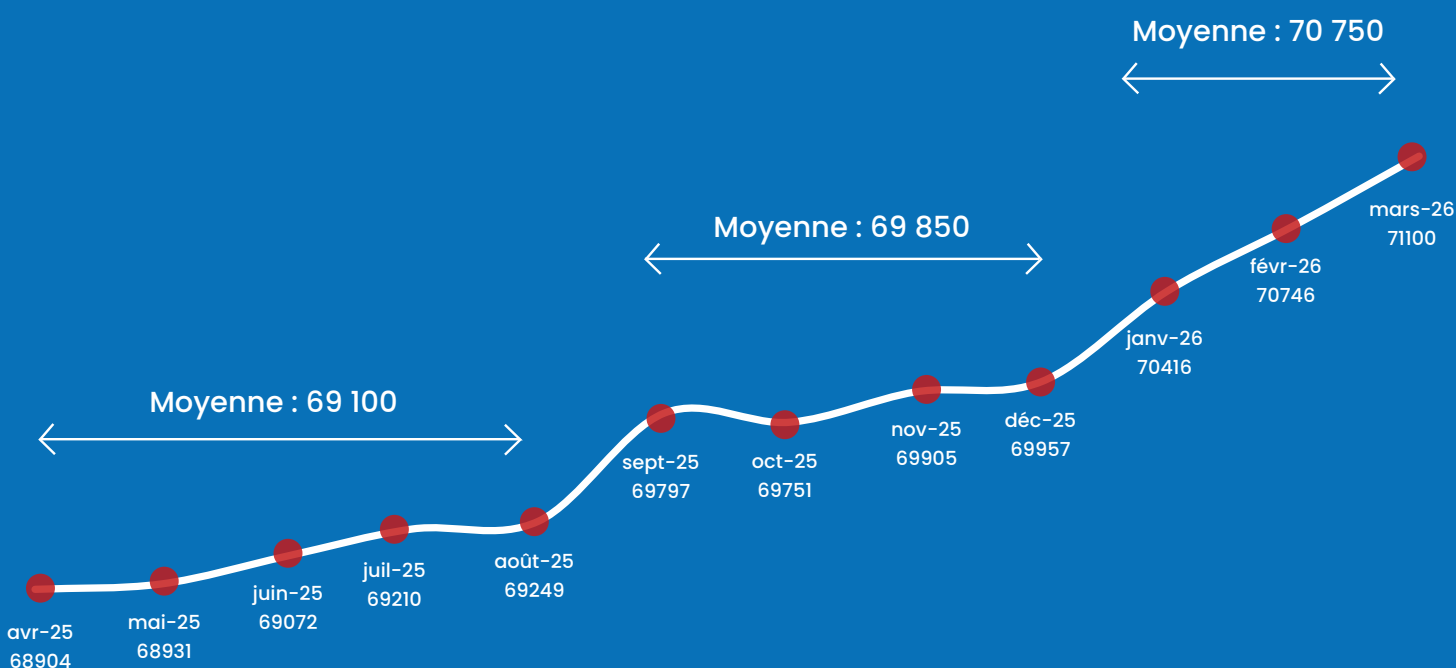
(Données 12 mois glissants - Mars 2016 à Mars 2026)



Défaillances d'entreprises en France

Evolution sur 1 an

(Données 12 mois glissants - avril 2025 à mars 2026)



Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2025 T1				2026 T1				Évolution 2026 T1 / 2025 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	51	585	1 554	2190	45	725	1 598	2368	8,1%	67,5%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	17	178	365	560	21	226	423	670	19,6%	63,1%
BRETAGNE	13	239	451	703	22	250	481	753	7,1%	63,9%
CENTRE-VAL DE LOIRE	9	207	315	531	18	240	358	616	16,0%	58,1%
CORSE	4	71	74	149		34	78	112	-24,8%	69,6%
GRAND EST	16	313	826	1155	19	389	761	1169	1,2%	65,1%
HAUTS-DE-FRANCE	24	363	905	1292	26	419	900	1345	4,1%	66,9%
ILE-DE-FRANCE	50	756	3 327	4133	49	879	3 443	4371	5,8%	78,8%
NORMANDIE	12	238	486	736	18	161	463	642	-12,8%	72,1%
NOUVELLE-AQUITAINE	70	533	1 070	1673	77	686	1 208	1971	17,8%	61,3%
OCCITANIE	45	487	1 091	1623	31	547	1 187	1765	8,7%	67,3%
PAYS DE LA LOIRE	24	284	616	924	18	234	593	845	-8,5%	70,2%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	31	635	968	1634	34	781	963	1778	8,8%	54,2%
GUADELOUPE	3	33	88	124	3	33	83	119	-4,0%	69,7%
GUYANE	2	11	9	22		20	29	49	122,7%	59,2%
MARTINIQUE		33	105	138		35	105	140	1,4%	75,0%
RÉUNION	2	100	132	234	2	105	147	254	8,5%	57,9%
AUTRES OUTRE-MER OU ÉTRANGER OU INCONNU		11	13	24		3	16	19	-20,8%	84,2%
Total défaillances	373	5 077	12 395	17845	383	5 767	12 836	18986	6,4%	67,6%

Les défaillances d'entreprises de 50 M€ de Chiffre d'affaires et au moins 250 salariés au 1^{er} trimestre 2026

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

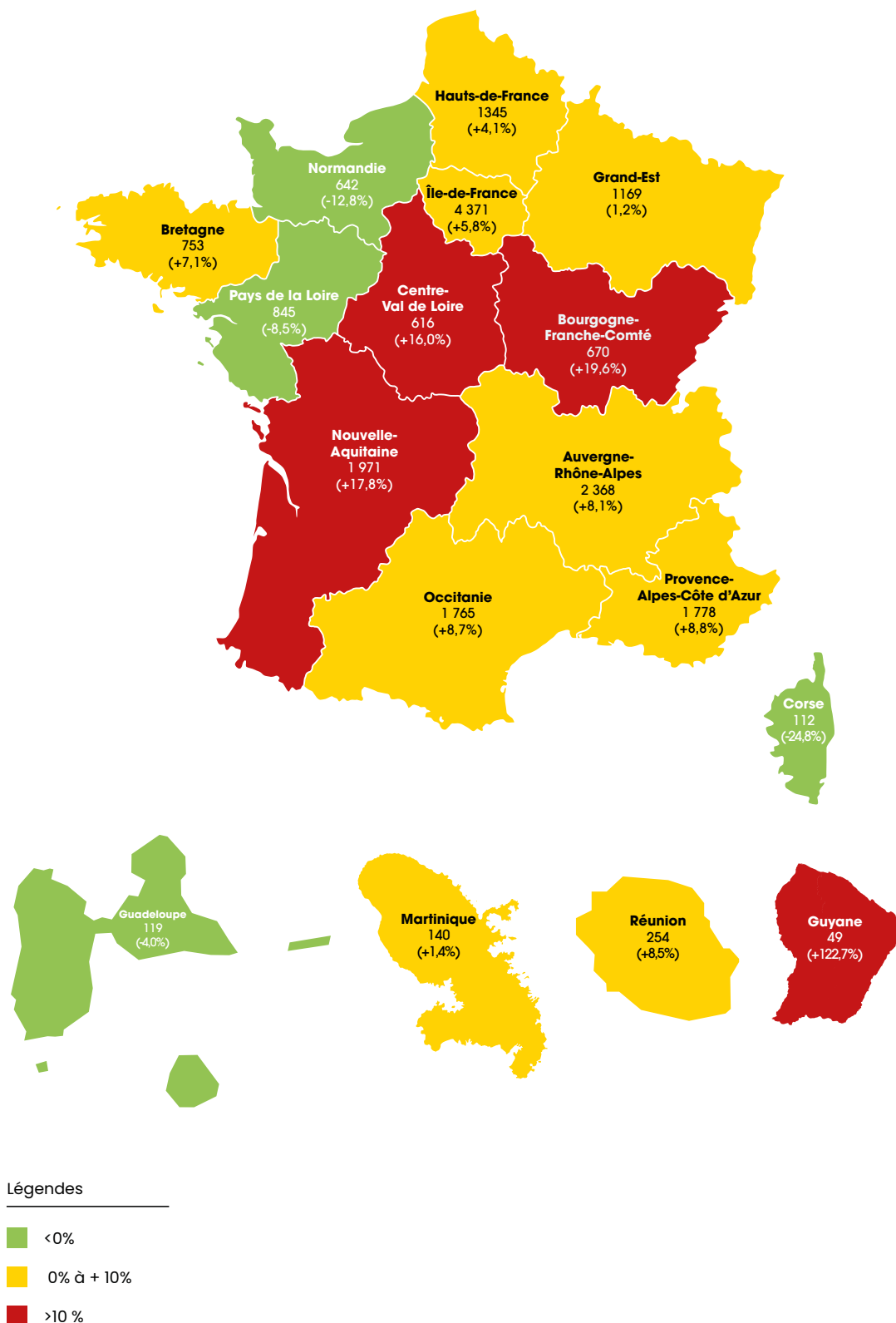
RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
ARC FRANCE	Verrerie - arts de la table	2313Z	HAUTS DE France	3927	404,1	2024	Redressement judiciaire	Mars
ASSOCIATION ASALEE	accompagnement des maladies chroniques.	9412Z	ILE DE France	2000			Redressement judiciaire	Février
OKAIDI	Commerce de détail de vêtements enfant et puériculture	4771Z	HAUTS DE France	1984	422,1	2024	Redressement judiciaire	Mars
ZIEGLER FRANCE SA	Transport et logistique	5229B	HAUTS DE France	1426	414,4	2024	Redressement judiciaire	Mars
AZURIAL	Nettoyage Industriel	8121Z	HAUTS DE France	1254	25,4	2023	Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'une liquidation judiciaire	Février
Association des Pupilles de l'Enseignement Public Lor'Est - PEP LOR EST	Aide aux enfants et adolescents en difficulté	8891A	GRAND EST	800			Redressement judiciaire	Janvier
POLYTECHNYL	Fabrication de matières plastiques de base	2016Z	AUVERGNE RHONE-ALPES	634	605,2	2024	Redressement judiciaire	Janvier
EURODIF (BOUCHARA)	Commerce de détail de linge de maison et décoration	4751Z	ILE DE France	541	82,5		Redressement judiciaire	Mars
PEI PROPRETE ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL SA	Nettoyage Industriel	8121Z	ILE DE France	520	13,6	2024	Redressement judiciaire	Janvier
A.N.O (ADIATE)	Transports des personnes en situation de handicap	4939B	PAYS DE LA LOIRE	435		2024	Redressement judiciaire	Mars
CHATEAU BLANC (groupe Holder)	Fabrication de pains, viennoiseries et pâtisseries	1071A	HAUTS DE France	435	101,8		Redressement judiciaire	Février
POMME DE PAIN	Restauration rapide	5610C	ILE DE France	395	21,5		Redressement judiciaire	Janvier
Association pour l'Utilisation du Rein Artificiel - AURA	Traitement de l'insuffisance rénale	8610Z	ILE DE France	391	0,0		Redressement judiciaire	Janvier
ESP EURO SURETE PROTECTION	Protection et de gardiennage	8010Z	ILE DE France	359	17,6	2023	Liquidation judiciaire	Février
ASSOCIATION DE VALLOIRES	Aide sociale à l'enfance	8710B	HAUTS DE France	300	0,0		Conversion en redressement judiciaire	Mars

Les défaillances d'entreprises de 50 M€ de Chiffre d'affaires et au moins 250 salariés au 1^{er} trimestre 2026

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
CENTUM T&S (CENTUM TECHNOLOGIES ET SOLUTIONS)	Conception de systèmes électroniques et logiciels embarqués	7112B	AUVERGNE RHONE-ALPES	278	34,5	2025	Redressement judiciaire	Janvier
ISATECH	Services informatiques	6202A	BRETAGNE	275		2018	Redressement judiciaire	Février
BIG GROUPE (Big Fernand)	Restauration rapide	5610C	ILE DE France	267	23,6	2024	Procédure de sauvegarde	Janvier
DGSI - DETECTION GARDIENNAGE SECURITE INTERVENT	Activités de sécurité privée	8010Z	ILE DE France	266		2023	Redressement judiciaire	Février
SOLCER SAINT MARTIN (RADISSON BLU RESORT MARINA & SPA)	Hôtels	5510Z	Z OUTRE-MER ou ETRANGER	251	14,6	2023	Redressement judiciaire	Mars
AFIBEL	e-commerce habillement et équipement de la maison senior	4791B	HAUTS DE France	229	53,6	2024	Redressement judiciaire	Février
NACON	Editeur de jeux vidéo	5821Z	HAUTS DE France	185	102,4	2025	Redressement judiciaire	Mars
RELAIS COLIS	Livraison de colis en points relais et à domicile	5229A	ILE DE France	172	121,6	2024	Redressement judiciaire	Janvier
CONDICHEF	Producteur de condiments, légumineuses, semences	4631Z	AUVERGNE RHONE-ALPES	145	52,1	2025	Redressement judiciaire	Mars
KLUBB FRANCE	Fabrication de nacelles élévatrices sur porteurs et fourgons	2920Z	ILE DE France	127	71,6	2024	Redressement judiciaire	Janvier
METAVISIO - THOMSON COMPUTING	Commerce interentreprises de produits informatiques personnels et de logiciels	4651Z	ILE DE France	25	53,1	2024	Redressement judiciaire	Janvier
FORY VIANDES	Commerce interentreprises de viandes de boucherie	4632A	ILE DE France	20	53,7	2024	Redressement judiciaire	Février
-FRANCE GOURMET PRESTIGE	Commerce interentreprises de volailles et gibier	4632C	ILE DE France	17	57,1	2024	Redressement judiciaire	Février

Carte d'évolution des défaillances par région au 1^{er} trimestre 2026



ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou d'un tribunal des affaires économiques ou d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ni les reprises de liquidation judiciaire (après clôture pour insuffisance d'actif). Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de

données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistrée.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares



Altares

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense
CEDEX
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Loréane Cabezuelo
loreane.cabezuelo@coriolink.com
07 86 80 45 26

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 600 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE
CEDEX
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1032
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B,

Tour Landscape 6, Place des Degrés CS 40344, 92045 La Défense | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 275454064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com